



Malgré des réactions internationales, le silence de Yaoundé, la capitale du Cameroun, est remarquable.

Le Gabon et le Cameroun partagent une frontière commune et entretiennent des relations diplomatiques étroites. Les deux pays sont membres de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC) et de la Communauté des États sahélo-sahariens (CEN-SAD). De plus, le président gabonais Ali Bongo Ondimba et son homologue camerounais Paul Biya sont tous deux au pouvoir depuis plusieurs années, ce qui renforce les liens entre les deux régimes.

Le silence de Yaoundé face à la tentative de coup d'État au Gabon peut être interprété de différentes manières. Certains analystes estiment que le gouvernement camerounais préfère adopter une position neutre afin de ne pas s'immiscer dans les affaires internes d'un pays voisin.

Il est également possible que le gouvernement camerounais soit préoccupé par sa propre situation politique interne. En effet, le Cameroun traverse une période de tensions politiques et sociales, marquées par le débat sur une transition démocratique. Dans ce contexte, le gouvernement de Paul Biya pourrait craindre que la tentative de coup d'État au Gabon n'encourage les mouvements de contestation au Cameroun.

Quelle que soit la raison du silence de Yaoundé, il est important de souligner que la stabilité de la région est en jeu. Le Gabon est un pays clé en Afrique centrale, notamment en raison de ses ressources pétrolières. Une crise politique prolongée dans ce pays pourrait avoir des répercussions économiques et sécuritaires sur l'ensemble de la région.

Il est donc essentiel que la communauté internationale, y compris le gouvernement camerounais, s'engage à soutenir la restauration de l'ordre constitutionnel au Gabon. Les institutions régionales, telles que la CEEAC et l'Union africaine, doivent jouer un rôle actif dans la résolution de cette crise. Il est également crucial que les pays voisins, comme le Cameroun, fassent preuve de solidarité envers le peuple gabonais et soutiennent les efforts visant à rétablir la démocratie et la stabilité dans le pays.

L'ONU «condamne fermement la tentative de coup d'État en cours». Même son de cloche pour l'Union africaine. La France dit «suivre avec beaucoup d'attention l'évolution de la situation».

Le silence de Yaoundé face à la tentative de coup d'État au Gabon est préoccupant. Il est essentiel que le gouvernement camerounais prenne position et soutienne les efforts visant à rétablir l'ordre constitutionnel dans le pays voisin. La stabilité de la région est en jeu et il est crucial que la communauté internationale agisse rapidement pour éviter une escalade de la crise.
